

## Bulletin d'histoire politique

# Critique du totalitarisme dans la revue L'Ordre nouveau (1936-1940)

Frédéric Boily



Volume 11, Number 3, Spring 2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060746ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060746ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Boily, F. (2003). Critique du totalitarisme dans la revue L'Ordre nouveau (1936-1940). *Bulletin d'histoire politique*, 11(3), 128–141.  
<https://doi.org/10.7202/1060746ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# Critique du totalitarisme dans la revue *L'Ordre nouveau* (1936-1940)<sup>1</sup>

FRÉDÉRIC BOILY  
Professeur adjoint  
Département de science politique  
Université de Moncton

Apparu dans l'entre-deux-guerres, le concept de totalitarisme cherche à décrire certains régimes politiques qui ont émergé des décombres sanglants du Premier conflit mondial, à savoir ceux de l'Italie et de l'Allemagne et, ensuite, le système politique de l'Union soviétique. Une récente anthologie<sup>2</sup> vient nous rappeler que le totalitarisme a fait l'objet d'un nombre impressionnant d'analyses par une pléiade d'auteurs, dont certains, dès les années trente. Or, on peut se demander si les intellectuels canadiens-français se sont intéressés à ce concept qui, surtout en Europe mais aussi aux États-Unis, suscitait l'intérêt de nombreux intellectuels qui tentaient de percer les secrets de l'énigme totalitaire.

De prime abord, on a plutôt l'impression que cette énigme ne passionne guère la faune intellectuelle canadienne-française. Prenons à témoin un des penseurs les plus importants des années trente et quarante, en l'occurrence Lionel Groulx. Après avoir passé ces dernières années à le lire<sup>3</sup>, je ne me souviens pas d'avoir vu chez ce prolifique auteur (plus d'une vingtaine de volumes et près de deux cents conférences) une seule référence à la notion de totalitarisme. Autrement dit, on serait bien en peine de trouver chez lui une quelconque réflexion sur le totalitarisme. Si l'intellectuel le plus connu de cette époque n'emploie pas le concept, est-ce à dire que le silence a propos du totalitarisme a été total sur la scène intellectuelle d'alors ?

Je me propose ici de montrer que certains intellectuels de la mouvance du « clérico-nationalisme » connaissaient bien le concept de totalitarisme et que le nazisme était considéré avec le communisme comme relevant de cette même catégorie politique. En affirmant que le silence n'a pas été complet à propos de cette notion, je vais donc aussi avancer l'idée que le nazisme n'était pas présenté comme un bon régime politique, ni comme un exemple à suivre. Pour montrer cela, je vais m'intéresser aux quelques textes où l'on évoque les débats concernant la question du totalitarisme et qui sont parus dans la revue *L'Ordre nouveau* (ON), petite revue créée à la fin de l'année 1936 par les pères jésuites de l'École sociale populaire (ÉSP). Certes, les textes traitant de cette question ne sont pas les plus nombreux, mais on

trouve assez de références à la question, il me semble, pour dire que certains intellectuels d'ici savaient bien de quoi il s'agissait quand on parlait du totalitarisme. On conviendra dès le départ qu'il ne s'agit pas d'une réflexion originale ou novatrice sur la notion à la manière de celles des intellectuels européens. Mais à tout le moins, il s'agit d'une prise de conscience de l'existence du totalitarisme qui, comme on va le voir, se veut l'écho des débats agitant la scène intellectuelle européenne au sujet du totalitarisme.

Dans un premier temps, j'examinerai brièvement la notion de totalitarisme, plus particulièrement le courant des auteurs chrétiens qui ont critiqué la notion de totalitarisme. Et ce parce que les ouvrages de certains de ces auteurs sont recommandés par la revue. Dans un second temps, je vais présenter, encore là succinctement, la revue ON, afin de donner au lecteur un portrait d'ensemble d'une revue, peu connue, qui se voulait le véhicule de l'ÉSP, creuset du catholicisme social canadien-français. Cela fait, je pourrai, dans un troisième temps, examiner la façon dont certains rédacteurs de la revue utilisaient la notion de totalitarisme pour analyser la situation en Europe, mais aussi comment on se servait de la notion pour examiner la situation canadienne puisque l'on affirme que les germes du totalitarisme sont aussi en terre nord-américaine sous la forme de ce que l'on appelle, à ON, le « totalitarisme intellectuel ».

#### LA CRITIQUE ■ TOTALITARISME PAR LES INTELLECTUELS CHRÉTIENS

Dans la longue introduction ouvrant l'anthologie déjà citée, Enzo Traverso identifie cinq périodes dans l'évolution de la notion de totalitarisme<sup>4</sup>. Pour les besoins de cette étude, je vais m'intéresser essentiellement au deux premières, lesquelles couvrent principalement les années vingt et trente<sup>5</sup>. On peut d'abord distinguer une première période, de 1923 à 1933, qui correspond tout simplement à la création même de l'adjectif totalitaire, sous la plume des antifascistes italiens et, ensuite, à son appropriation par les fascistes, Mussolini en tête, pour caractériser leur mouvement. Dans le contexte allemand, les théoriciens de la « révolution conservatrice » élaborent une conception différente de « l'État total », pour reprendre l'expression de Carl Schmitt. Les penseurs allemands se distinguent de leurs homologues italiens, en présentant l'État comme un instrument de la « communauté raciale »<sup>6</sup>. Ensuite, entre 1933 et 1947, le concept se diffuse largement chez les penseurs antifascistes, réfugiés à l'étranger. À la fin des années trente, le Pacte germano-soviétique agit à la manière d'un coup de tonnerre qui vient conforter dans leurs idées tous les intellectuels croyant à la profonde parenté entre l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne.

La recherche des origines du totalitarisme a très tôt accaparé les intellectuels, car tout en pressentant que les régimes totalitaires étaient « un avatar pervers de l'âge démocratique »<sup>7</sup>, on tentait d'en trouver les racines

intellectuelles. Cette quête des origines du totalitarisme fut réalisée aussi bien par des exilés ayant quitté l'atmosphère oppressante de l'Italie ou de l'Allemagne que par des intellectuels des milieux libéraux et des cercles marxistes de Raymond Aron à Victor Serge. Or certaines analyses et critiques des régimes totalitaires proviennent des intellectuels appartenant à la grande famille du christianisme, comme la critique du théologien protestant Paul Tillich (1886-1965), du philosophe Jacques Maritain (1882-1973) ou encore celle de l'intellectuel d'origine judéo-russe, Waldemar Gurian (1902-1954). Je m'arrêterai un moment sur les axes principaux de son analyse, essentiellement parce qu'au moins à deux reprises la lecture de ses ouvrages est chaudement recommandée dans les pages d'ON<sup>8</sup>.

Philosophe néothomisme et critique du libéralisme<sup>9</sup>, Gurian se propose de comparer le bolchevisme au fascisme, les deux étant essentiellement, selon lui, des régimes semblables et mus « par une même pulsion nihiliste »<sup>10</sup>. On peut lire, dans *Le bolchevisme, danger mondial*, que, « [a]ussi bien dans la Russie soviétique que dans le III<sup>e</sup> Reich national-socialiste se dresse un même système politique basé sur une "conception du monde" »<sup>11</sup>, laquelle valorise la violence exercée par un petit groupe d'hommes comme solution aux complications de la vie sociale. Selon Gurian, nazisme et stalinisme étaient les deux « représentants » de la « bolchevisation » de la vie politique occidentale. La « bolchevisation » signifiait, pour Gurian, une « compression de la vie, provoquée par une réaction violente contre les crises et contre les prodromes de la décomposition, que les dirigeants du passé sont incapables d'arrêter »<sup>12</sup>. Ainsi, pour cet intellectuel, écrit François Furet, les ressemblances entre les deux régimes l'emportent sur les différences, les deux étant le signe d'un profond « mouvement de dissolution politique de la civilisation européenne »<sup>13</sup>. En fait, cette analyse qui insiste sur la parenté profonde entre les deux régimes, et dont Gurian est un des plus brillants représentants, se répand dans les milieux intellectuels catholiques. Comme le remarque l'historien Martin Conway, il devient fréquent, dans certains milieux catholiques des années trente, de présenter les régimes nazi et communiste comme étant les manifestations d'un même néo-paganisme, le nazisme étant vu comme un « bolchevisme brun »<sup>14</sup>. Ce qui n'empêche pas les catholiques d'être séduits par les régimes de Salazar, de Franco et plus tard du maréchal Pétain.

Enfin, un dernier élément doit être noté à propos du concept de totalitarisme et c'est son caractère d'arme de combat. Car ainsi que le remarque un fin observateur du phénomène totalitaire, le politologue Pierre Hassner, « l'itinéraire des concepts n'est jamais innocent [...] »<sup>15</sup>. Voilà une affirmation particulièrement juste en ce qui concerne le totalitarisme. En effet, la notion, loin d'avoir seulement eu un usage théorique ou analytique, a aussi une fonction polémique, notamment de 1947 à 1960 quand le totalitarisme a été une arme de propagande dans l'arsenal idéologique des États occidentaux qui

luttaient contre le communisme. Le totalitarisme n'a jamais été seulement un pur concept de science politique : il est aussi du registre de la polémique partisane.

On peut maintenant examiner ce que la revue affirme à propos des régimes totalitaires. Avant, on commencera par présenter brièvement le projet poursuivi par la revue.

## L'ORDRE NOUVEAU (1936-1940) ET LE PHÉNOMÈNE TOTALITAIRE

### *AVÈNEMENT D'UN NOUVEL ORDRE ET LUTTE CONTRE LE COMMUNISME*

C'est le 5 octobre 1936 qu'une nouvelle étoile, ON, apparaît au firmament intellectuel québécois. Ce petit journal ou revue (généralement autour de 4 pages) bimensuel est à la fois l'organe des Semaines sociales et celui de l'ÉSP. Le père Joseph-Papin Archambault fut le fondateur, le directeur et le principal animateur d'ON<sup>16</sup>. Ce journal, qui naît dans le contexte volcanique des années trente, se donne comme objectif principal d'apporter des réponses aux problèmes et aux fortes tensions amenés par la crise économique et sociale. D'ailleurs, plusieurs nouveaux journaux naissent<sup>17</sup> avec le même objectif, question d'y aller de propositions pour surmonter la crise que d'aucuns croient fatale à la civilisation chrétienne.

C'est dans ce contexte que, dès le premier éditorial, Archambault annonce la couleur de la revue : il ne s'agit pas seulement d'informer, mais surtout de construire les bases de la société future qui doit succéder au chaos des années trente. Durant quatre ans<sup>18</sup>, ON avance donc ses propositions quant à la construction du nouvel ordre social que les animateurs de la revue appellent de leurs vœux<sup>19</sup>. La citation des évêques de France, reprise en exergue de la première page de chaque numéro, est explicite à cet égard : « Un monde s'écroule, un ordre nouveau s'élabore. Il faut que les catholiques laissent mourir ce qui doit passer et qu'ils aident à créer ce qui mérite de vivre ». Avec cet objectif en tête, la revue s'adresse avant tout « [à] tous ceux, ecclésiastiques et laïques, qui veulent travailler à l'instauration d'un ordre nouveau, basé sur les enseignements de l'Église. Il est rédigé plus spécialement, poursuit-il, pour les hommes publics, les dirigeants d'œuvres, les éducateurs. Aux membres des cercles d'études il offrira aussi une matière utile ». La revue, précise Archambault, ne cherche pas à toucher « le plus grand nombre », car elle vise avant tout à agir sur une « élite », « sur ceux qui tiennent les leviers de commande, sur les autorités sociales ». Car ainsi que l'a bien remarqué la sociologue Andrée Fortin, on croyait à ON que les changements sociaux seraient d'abord précédés par des changements intellectuels. ON est donc une « revue d'idées », dirigée par une « élite intellectuelle »<sup>20</sup>, laquelle veut « orienter celle, plus large, des dirigeants, des hommes d'action »<sup>21</sup>.

On le voit, cette revue au tirage modeste (quelques milliers d'exemplaires) se donne une grande mission, celle de transformer les mentalités — et plutôt celles des élites dirigeantes que du peuple — afin d'instaurer un nouvel ordre social plus conforme aux aspirations chrétiennes. Ainsi, même si son tirage fut limité autour de deux à trois mille exemplaires, cela « n'indique pas nécessairement »<sup>22</sup>, comme l'écrit Jean-Claude St-Amant, l'influence exercée par la revue sur le monde intellectuel et social canadien-français. Surtout, cet objectif de transformation des mentalités des élites fait en sorte que les références au totalitarisme prennent une coloration particulière puisqu'il ne s'agit pas seulement d'informer mais aussi d'orienter.

En tant qu'organe officiel de l'ÉSP, ON se distinguait tout particulièrement dans la lutte contre le communisme<sup>23</sup>. Le théologien Gilles Routhier a remarqué que, quantitativement, la lutte anticommuniste représentait 30% des publications publiées par l'ÉSP<sup>24</sup>. ON n'échappait pas à cette règle, et elle fait aussi de la lutte contre la « menace rouge », comme on disait à l'époque, son principal cheval de bataille. Un simple coup d'œil sur l'index thématique de la revue montre que les articles dénonçant le « communisme athée » et ceux promouvant le corporatisme constituent l'armature du journal. À ON, on n'est jamais à court de mots durs envers le communisme, ce dernier étant constamment présenté comme la plus grave menace pesant sur la civilisation occidentale. Les gens œuvrant à l'ÉSP et les rédacteurs de la revue semblaient convaincus que si l'épicentre du tremblement de terre révolutionnaire était en Europe, les communistes canadiens poursuivaient très activement des « menées subversives » visant l'implantation de leur idéologie en terre canadienne<sup>25</sup>. Ce n'était guère donc qu'une question de temps avant qu'un puissant spasme révolutionnaire n'agite le Québec, car ici aussi la misère, laquelle est le terreau nourricier du communisme affirme-t-on, règne en maître.

Essentiellement, le communisme est présenté comme étant profondément antireligieux, négateur absolu de la religion. Ainsi que l'écrit le père Richard Arès, le communisme n'est pas seulement un système économique, c'est surtout « une conception totale de l'univers, une saisie et une détermination de l'individu tout entier [...] », qui cherche à devenir « une religion intransigeante avec ses dogmes et sa doctrine de salut [...] »<sup>26</sup>. En ce sens, croyait-on à ON, le communisme ne connaîtrait de repos qu'avec le dernier mur de l'ultime église rasée. Mais la revue a beau varier à chaque quinzaine les épithètes péjoratives pour décrire le communisme et continuer la lutte qu'elle lui mène, elle n'emploie pas, curieusement, la notion de totalitarisme pour le fustiger et l'attaquer, préférant utiliser celui de « bolchevisme ». Alors, pourquoi à partir d'un moment donné, la revue parle-t-elle de totalitarisme et, surtout, pourquoi ce concept apparaît-il dans les pages de la revue ?

Avant 1939, on ne retrouve pas véritablement d'analyses théoriques qui se proposent de rapprocher le communisme du nazisme. C'est seulement au milieu de l'année 1938 que la notion de totalitarisme commence à apparaître, timidement, dans les pages d'ON et ce, non pas pour caractériser le communisme, mais plutôt le nazisme. Ce qui peut surprendre de prime abord puisque la revue semblait jusqu'alors bien peu préoccupée par le nazisme. En effet, la revue est avare d'articles et de commentaires au sujet du national-socialisme et un lecteur même assidu des pages d'ON aurait été bien en peine de tenir un discours articulé à propos du nazisme. Certes, il aurait été en mesure de dire que le régime d'Hitler est engagé dans la lutte contre le communisme puisqu'on retrouve bien quelques entrefilets louant l'attitude de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste pour la lutte menée contre le communisme<sup>27</sup>. Mais on se tromperait en affirmant que le nazisme fait partie des préoccupations d'ON, son objectif premier étant de pourfendre la « menace rouge », comme on disait à l'époque. Significatif à cet égard est le fait que la parution de l'importante encyclique condamnant le nazisme, *Mit Brennender Sorge* (14 mars 1937), n'est pas mentionnée par la revue<sup>28</sup>, alors que l'on souligne abondamment celle critiquant très durement le communisme, soit *Divini Redemptoris*<sup>29</sup> (parue le 19 mars). Un comportement qui ne lui était pas exclusif, puisque la presse en France accorde elle aussi peu d'importance à l'encyclique dénonçant le nazisme. Mais cela montre bien que le nazisme n'était pas considéré comme une menace aussi importante que le communisme.

Toutefois, surprise!, on retrouve dans l'édition du 5 mai 1938, une lettre<sup>30</sup> contenant huit propositions condamnant le racisme, le panthéisme et la doctrine de l'État totalitaire. Il faut souligner que, dans le bref commentaire accompagnant la lettre, la notion de totalitarisme apparaît exclusivement réservée au nazisme. Il s'agit encore d'une référence discrète, mais en 1939, celles-ci se font plus explicites. Plus exactement, tout indique que le rapprochement entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique stalinienne amène la revue à découvrir l'existence du totalitarisme. Le Pacte germano-soviétique, comme on va le voir, agit comme un déclencheur faisant prendre conscience aux rédacteurs d'ON de l'émergence d'un nouveau phénomène politique.

En effet, à partir du 5 octobre 1939<sup>31</sup>, la revue s'intéresse plus sérieusement à la question du totalitarisme. L'auteur de l'article Jean D'Auteuil Richard note avec ravissement que « la poignée de main des deux dictateurs » a placé dans l'embarras certains journaux de gauche comme le *Clarion* de Toronto. Il se réjouit que le pacte ait enfin mis à jour, aux yeux « de l'armée innombrable des hitlérîtes et des stalinites », « le dynamisme diabolique » des deux dictateurs. Il insiste tout particulièrement sur le cynisme

de Hitler et la volonté démontrée par ce dernier de berner le monde en se faisant passer pour le héraut de l'anticommunisme. À ses yeux, l'alliance entre les deux régimes démontre leur profonde parenté idéologique.

En effet, Richard, qui avait étudié en Europe<sup>32</sup>, explique que le pacte illustre ce qu'un auteur comme Waldemar Gurian avait déjà établi, « dans un livre trop peu connu ». Richard ne dit pas à quel ouvrage il fait précisément référence, mais on peut penser qu'il s'agit de *Bolchevisme danger mondial*, lequel paraît en 1935. Il reprend l'idée avancée par Gurian selon laquelle il n'y avait « qu'un seul bolchevisme, brun en Allemagne, rouge en Russie. » Ainsi, à partir d'octobre 1939, soit après que Mgr Gauthier, archevêque de Montréal, ait condamné le groupe fascisant d'Adrien Arcand (1938) mais avant que ne soit condamné le nazisme (en 1940)<sup>33</sup>, nazisme et communisme sont donc présentés par ON comme relevant d'une même catégorie politique.

Cependant, le fait de considérer le nazisme et le communisme comme un même phénomène pouvait aussi répondre à certains objectifs tactiques ou polémiques, car cela permettait aux rédacteurs d'ON de se laver de toute accusation de fascisme et de nazisme pesant sur eux et qui provenaient des milieux communistes du Canada anglais. Les rédacteurs d'ON étaient sensibles à ces accusations comme le montre, par exemple, un éditorial (5 février 1937), signé par la direction — donc très probablement par le père Archambault — qui s'alarme du fait que les idées de l'ÉSP passent pour du fascisme. « Vous connaissez la tactique actuelle des communistes : quiconque s'oppose à leurs menés est qualifié de fasciste ». Selon la direction, cette « tactique, à l'usage surtout des milieux anglais, voici qu'on essaie de l'utiliser parmi les nôtres. *Clarté* y avait déjà recours ». On peut donc supposer qu'il y avait un intérêt tactique de la part de la rédaction d'ON pour présenter le communisme et le nazisme comme deux frères jumeaux puisque l'on retournait de manière polémique l'accusation de fascisme contre ceux qui, si on en croit les rédacteurs d'ON, avaient accusé l'ÉSP d'être fasciste. Ainsi, en fondant communisme et fascisme dans un même concept, les gens de l'ÉSP et d'ON pouvaient se lever du box des accusés et dire à leurs accusateurs d'aller s'y asseoir.

#### «BOLCHEVISME BRUN» ET «●BOLCHEVISME ROUGE»

Un an plus tard, ON ouvre de nouveau ses pages à un article qui, en s'intéressant d'une manière plus analytique à la question du nazisme, présente nazisme et communisme comme faisant partie d'une même famille. En effet, dans l'édition du 5 et 20 août 1940, on retrouve un article<sup>34</sup> de Louis Chagnon, S. J.<sup>35</sup>, professeur à l'Université Grégorienne de Rome. Il commence par s'intéresser aux conditions ayant permis l'émergence du national-socialisme, notamment au contexte de l'après Première Guerre mondiale (les

« diktats » de Versailles), qui aurait fait naître un sentiment de « dépression » dans « l'âme nationale » allemande. On notera que l'auteur insiste sur la responsabilité de la philosophie allemande dans la genèse du totalitarisme allemand, notamment sur Kant, Fichte et Hegel et tout particulièrement sur l'importance de Nietzsche. « Comment ne pas reconnaître, écrit-il, l'influence nietzschéenne dans le soi-disant christianisme *positif* en honneur chez les nazis? ». Le nazisme est ici considéré comme une « religion politique » dont Nietzsche était l'initiateur. L'auteur soutient également que Martin Heidegger et Oswald Spengler sont « les deux philosophes qui relient le national-socialisme à toute l'évolution antérieure [...] ». Autrement dit, si les effets destructeurs de la Première Guerre mondiale sont à prendre en compte pour comprendre la montée du national-socialisme, il ne faut surtout pas oublier que la genèse du nazisme a des racines philosophiques bien allemandes<sup>36</sup>.

Plus fondamental pour mon propos, c'est quand Chagnon, comme Richard avant lui, insiste sur la parenté idéologique du nazisme et du communisme. Avant la guerre, on a pu croire que les deux régimes étaient des ennemis, explique-t-il, mais le Pacte germano-soviétique de 1939 et le début du second conflit mondial ont changé la façon de voir les choses. « Depuis le début de la guerre, écrit-il, la collusion germano-soviétique est un fait qui éclaire singulièrement les affinités profondes du bolchevisme “rouge” et du bolchevisme “brun” ». Certes, l'auteur reconnaît l'existence de différences, par exemple, que le communisme est essentiellement articulé autour d'un « évangile » économique et de l'idée de la « classe prolétarienne », alors que la « bible » nazie repose sur les notions de la biologie, du sang et de la race. « Matérialisme économique » pour l'un et « matérialisme anthropologique » pour l'autre ; le totalitarisme rouge en appel à « l'instinct du prolétariat », le totalitarisme brun « à la voix du sang ». Dans le même sens, si les tactiques varient, Chagnon affirme que le totalitarisme rouge est plus brutal que le totalitarisme brun qui fait montre d'une « tactique plus subtile et une stratégie plus scientifique ». Évidemment, on est ici au début de la guerre et c'est probablement ce qui explique que le nazisme soit perçu comme moins violent.

Toutefois, ce qui lui permet de subsumer le nazisme et le communisme dans la catégorie du totalitarisme, c'est, et il s'agit là du fait fondamental à ses yeux de catholique, que les deux se rejoignent dans « la lutte contre Dieu et l'Église [et], dans la négation des véritables valeurs spirituelles ». Dans ces conditions où les deux régimes sont en lutte contre l'Église et les valeurs spirituelles qu'elle véhicule, l'on a affaire à des régimes pouvant être regroupés sous la même étiquette politique, celle du totalitarisme. Ce faisant, Chagnon inscrit son analyse dans celle élaborée par Gurian voulant que les deux totalitarismes soient des religions politiques sécularisées en lutte contre la religion catholique<sup>37</sup>. Ce qui est déterminant aux yeux de Chagnon, c'est que

les deux représentent « une terrible menace pour la civilisation chrétienne et les plus hautes valeurs humaines ». Ainsi, autant le nazisme que le communisme sont considérés comme étant des antithèses de la civilisation chrétienne, et partant des menaces mortelles. En somme, on a aucune sympathie pour ces deux régimes totalitaires.

Mais qu'arrive-t-il lorsque Hitler décide de partir en guerre contre l'URSS ? Le jugement change-t-il à propos de la parenté entre les deux régimes ? Après tout, puisque les forces armées allemandes combattent maintenant les forces soviétiques et le communisme tant décriés par ON et son directeur, on pourrait penser que les rédacteurs de la revue, possédés par leur anticommunisme, approuvent la croisade d'Hitler à l'Est. Surtout que, lorsque Hitler déclenche « l'Opération Barbarossa », nom de code de l'opération pour envahir le territoire soviétique, ON a laissé la place à *Relations*, et cette dernière est beaucoup moins hypnotisée par la « menace rouge » (un simple coup d'œil à la revue montre que les articles contre le communisme sont infiniment moins nombreux). Mais si les critiques envers le communisme sont mises de côté, on continue de suivre la situation européenne, plus particulièrement dans une chronique intitulée « Horizon international ».

Or les rédacteurs de *Relations* continuent de voir les deux régimes comme l'expression d'un phénomène totalitaire, mais les circonstances de la guerre étant ce qu'elles sont, il faut appuyer les Soviétiques dans leur lutte contre l'envahisseur nazi. En effet, on peut lire dans l'édition de décembre 1941 une condamnation de la croisade allemande en terre russe : « Quand la Russie est en feu, quand ses chefs luttent au Kremlin avec l'énergie du désespoir, le moment est mal choisi pour discuter les mérites et les démérites de la Révolution d'Octobre »<sup>38</sup>. Toutefois, cet appui à la lutte contre le nazisme ne revient pas à délivrer un certificat de bonne conduite à Staline et on reste critique envers l'URSS, car dans le même article, l'attitude antireligieuse des communistes est fermement dénoncée, et l'on presse le dictateur soviétique de respecter la liberté religieuse.

En décembre 1942<sup>39</sup>, le ton se fait même plus dur envers l'URSS et on revient quelque peu à l'esprit des dénonciations, caractéristiques des pages d'ON des années 1936-1940. En effet, on affirme qu'il ne s'agit nullement de nier le rôle de l'URSS dans la guerre contre la barbarie nazie, mais qu'il faut être bien conscient que sa nature profonde n'a pas changé : « À l'occasion et à cause même de la guerre, le communisme continue de poursuivre son rêve de révolution mondiale ». Le communisme demeurait « intrinsèquement mauvais », comme le disait Pie XI. Ainsi, pendant la guerre, les rédacteurs de *Relations* continuent d'être critique envers le communisme, tout en n'approuvant nullement la guerre que leur mènent les nazis. En somme, on fustige les deux régimes totalitaires.

Toutefois, le totalitarisme n'est pas seulement une catégorie analytique servant à analyser et critiquer l'Allemagne hitlérienne et l'Union soviétique

stalinienne. Il s'agit aussi d'une catégorie utilisée pour analyser la réalité nord-américaine en général et canadienne-française en particulier. Or, comme on va le voir, cette utilisation du totalitarisme dans les pages d'ON illustre de nouveau comment le concept peut devenir une arme dans le combat idéologique, ce qui vient corroborer ce que Pierre Hassner disait à propos du totalitarisme.

En effet, il faut souligner que dans ses derniers mois d'existence, tout juste avant que la revue n'adopte une nouvelle défroque et ne se transforme en *Relations*, ON ouvre ses pages à une série de trois articles dénonçant ce que l'auteur appelle le « totalitarisme intellectuel » (je m'arrête seulement sur le premier). L'auteur des articles, le père Joseph Ledit, fait une distinction entre le « totalitarisme intellectuel » et le « totalitarisme policier » pour dire que la terreur policière est possible dans la seule mesure où elle est précédée par un premier totalitarisme de nature intellectuelle. Il donne la définition suivante du « totalitarisme intellectuel ». Celui qui est, comme le jeune nazi, sous l'emprise du « totalitarisme intellectuel » « n'examine plus rien mais obéit au Führer. Il ne raisonne plus, il se donne. Il n'aspire plus à vivre et à laisser vivre paisiblement son voisin. Il veut s'immoler et tuer. Tout, pourvu que l'idée du Führer triomphe »<sup>40</sup>. Ainsi, quand la volonté individuelle s'écrase face à celle d'un autre, on serait en présence de ce que l'auteur nomme le « totalitarisme intellectuel ». Si dans les États policiers, le totalitarisme se retrouve sous sa forme la plus brutale, celle de l'asservissement de la volonté individuelle à celle du chef, le totalitarisme peut s'exprimer sous une forme plus modérée, « plus mitigée » selon l'expression du père Ledit.

La conséquence essentielle d'une analyse comme la sienne, qui fait précéder la terreur d'un état d'esprit, c'est de rendre possible la réintroduction de la notion de totalitarisme comme catégorie d'analyse pour les sociétés démocratiques. Car c'est admettre que le totalitarisme n'est pas l'apanage des États policiers et qu'il peut sévir sous une forme autre que sous un appareil de terreur. Or, selon Ledit, ce « totalitarisme intellectuel » se retrouverait également en Amérique du Nord. Pour appuyer son propos, il en donne trois exemples.

Sans trop de surprise, Ledit attaque d'abord les communistes d'ici et des États-Unis qui sont incapables de s'écarter de la ligne de parti, la « party line », et qui suivent aveuglément le Parti. Plus intéressant sont les deux autres exemples. En effet, Ledit décèle le totalitarisme intellectuel chez des compétiteurs (Ledit dirait des adversaires) de l'Église catholique durant les années trente et quarante, à savoir les Témoins de Jéhovah. Ces derniers, avance Ledit, sont « totalitaires » quand ils fustigent l'Église catholique, via *La tour de Garde* (*Watchtower*) ou pire, quand ils assimilent la conduite du pape à celle de Hitler. Or de telles accusations, écrit-il, passent sous silence l'encyclique papale dénonçant le nazisme (*Mit Brennender Sorge*). On retrouve ici un écho des débats qui secouent la scène intellectuelle d'aujourd'hui à

propos du « silence » de Pie XII. Mais puisque les Témoins, avance l'auteur, sont convaincus d'être dans le droit chemin et de posséder la vérité, ce faisant, ils sont « totalitaires ». Il donne aussi l'exemple d'un américain anti-britannique qui blâme Churchill et les siens pour les malheurs en train de s'abattre sur l'Europe. Cet américain, dit-il, ne prend aucunement en cause le fait que la guerre a été déclenchée par Hitler. En d'autres termes, sa haine de l'Angleterre (sa *weltanschauung*) le rend aveugle au vrai danger, celui des nazis.

Tous ces « totalitaires », écrit-il, ont les mêmes traits : intolérance de la pensée d'autrui, incapacité d'examiner un point de vue étranger au sien, acceptation indifférente des pires calamités chez le voisin, tant qu'elles n'affectent pas le point de vue « totalitaire » de l'intéressé, refus de regarder les réalités en face et entêtement intellectuel — tels semblent être quelques-uns des symptômes de cette maladie qu'on pourrait appeler la tare intellectuelle de notre époque.

Le « totalitaire » est donc celui qui est tout à fait incapable de prendre en considération le point de vue de « l'autre ». Le totalitarisme est aussi une « maladie de l'esprit ». Voilà pourquoi, aux yeux de Ledit, le totalitarisme se retrouve ailleurs que dans les États totalitaires. En d'autres termes, ici aussi l'ennemi totalitaire rôde dans la demeure. Ainsi, le lecteur assidu de la revue est alerté à la perspective que le totalitarisme ne se présente pas seulement sous une forme policière et, surtout, qu'il ne concerne pas exclusivement les pays européens, ON cherche ainsi à alerter les Canadiens français de la menace totalitaire en Europe et aussi en terre nord-américaine.

La notion de totalitarisme n'est donc pas totalement étrangère à la réflexion des intellectuels canadiens-français. Ainsi qu'on l'a vu, tout indique que c'est la poignée de mains, en 1939, des deux dictateurs qui amène les rédacteurs d'ON à s'alarmer de la menace du nazisme puisque avant cet événement, on parlait bien peu de l'Allemagne hitlérienne dans les pages d'ON, toute l'attention étant dirigée sur le communisme. Avec le Pacte germano-soviétique, le nazisme devient aussi condamnable que le communisme, les deux totalitarismes étant perçus comme profondément antireligieux. C'est que les rédacteurs d'ON partageaient l'analyse d'un Waldemar Gurian pour qui, et je rappelle que la lecture de certains de ses ouvrages était chaudement recommandée, le totalitarisme était fondamentalement un phénomène politique cherchant à supplanter les religions officielles, au premier chef le catholicisme. Voilà pourquoi les deux dictateurs, sauf pour la période de guerre, sont renvoyés dos à dos comme étant l'expression de la même « maladie » totalitaire.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Je tiens tout spécialement à remercier Sylvie Lacombe, du département de sociologie de l'Université Laval, pour l'aide financière qu'elle m'a apportée pour la réalisation de ce texte.

2. *Le totalitarisme. Le XXe siècle en débat*. Textes choisis et présentés par Enzo Traverso, Éditions du Seuil, Paris, 2001. On peut lire la recension que j'ai faite de cet ouvrage dans *Politique et sociétés*, vol. 20, no 2-3, 2001.

3. Voir ma thèse de doctorat, *Naissance et croissance d'une « nouvelle race » : les présupposés philosophiques, théologiques, politiques et sociaux du nationalisme de Lionel Groulx*, département de science politique, Université Laval, 2000.

4. Voir l'introduction de l'ouvrage déjà cité : « Le totalitarisme. Jalons pour l'histoire d'un débat. », *Le totalitarisme. Le XXe siècle en débat*, op. cit.

5. Pour une présentation plus complète des cinq périodes, on peut lire la recension que j'ai réalisée de l'ouvrage pour la revue *Politiques et sociétés*.

6. Traverso, op. cit., p. 27.

7. *Ibid.*, p. 15.

8. Ainsi, dans l'article, « Peut-on séparer l'athéisme du communisme ? », (*L'Ordre nouveau*, 5 janvier 1939, p. 3-4), le père Richard Arès recommande la lecture de l'ouvrage *Le bolchevisme* de Gurian. À la fin de la même année, c'est au tour du père Jean d'Auteuil Richard de parler de Gurian, voir « Le nouvel axe Berlin-Moscou », *L'Ordre nouveau*, 5 octobre 1939. Je reparle des ces deux articles plus loin.

9. François Furet, *Le passé d'une illusion*, Robert Laffont, 1995, p. 338-339, note 1.

10. Traverso, op. cit., p. 448.

11. *Le bolchevisme, danger mondial*, Éditions Alsatia, Paris, 1935, p. 104. L'exemplaire à la bibliothèque de l'Université Laval donne 1933 comme année de parution, mais il s'agit probablement d'une erreur, l'ouvrage étant plutôt paru en 1935.

12. *Ibid.*, p. 136.

13. François Furet, op. cit., p. 341.

14. *Catholic politics in Europe, 1918-1945*, Routledge, London and New York, 1997, p. 61.

15. « Le totalitarisme vu de l'Ouest », dans *La violence et la paix. De la bombe atomique au nettoyage ethnique*, Éditions du Seuil, 2000 [1995], p. 174-175.

16. Richard Arès, S. J. « Le père Joseph-Papin Archambault, S. J. et l'École sociale populaire (témoignage) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 35, no. 4, mars 1982, p. 578. Sur la pensée du père Archambault, je renvoie à mon article, « Une figure du catholicisme social dans l'entre-deux-guerres : le père Joseph-Papin Archambault, s.

j.», *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 1, no. 2, printemps 2001.

17. Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec. Des origines à nous jours*, Éditions Québec/Amérique, 1976, p. 267.

18. À la fin de 1940, ON laisse la place à *Relations*, revue paraissant toujours aujourd'hui.

19. Voir mon article, « Une figure du catholicisme social dans l'entre-deux-guerres : le père Joseph-Papin Archambault, s. j. », *op. cit.*, p. 149-151.

20. Les principaux rédacteurs de la revue font partie du clergé. Outre Archambault, on retrouve Jacques Cousineau, Omer Genest, Joseph Ledit et Jean d'Auteuil Richard à partir de 1939. Jean-Claude St-Amant, « La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique, 1911-1949 ». *RHAF*, vol. 32, no. 2, septembre 1978, p. 212.

21. *Passages de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*. Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1993, p. 131. L'idée de créer une élite intellectuelle et morale en est une que le père Archambault défend tout au long de sa carrière. Par exemple, dès le début des années dix, il organise des retraites fermées, à la Villa Saint-Martin à Montréal et à la Villa Manrèse à Québec, pour créer une élite qui agira sur la société, Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Boréal, 1999, p. 127.

22. « La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique, 1911-1949 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, no. 2, septembre 1978, p. 212.

23. Menée en cela par son directeur, le père Joseph-Papin Archambault, lequel aurait été jusqu'à agir comme informateur de la GRC, la revue mène une lutte acharnée contre la « vague de feu », pour reprendre ses termes, déferlant sur le monde, et bientôt sur le Canada, si on ne s'y oppose pas. Voir Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, *op. cit.*, p. 135.

24. « L'ordre du monde. Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire, 1930-1936 », *Recherches sociographiques*, vol. XXII, no. 1, janvier-avril 1981, p. 29.

25. « Pourquoi nous en parlons tant », éditorial d'Omer Genest s. j., *L'Ordre nouveau*, 5 avril 1937, p. 1.

26. « Peut-on séparer l'athéisme du communisme ? », *L'Ordre nouveau*, 5 janvier 1939, p. 3-4.

27. Voir l'édition du 5 décembre 1936.

28. Évidemment, on pourrait rétorquer que si on passe sous silence *Mit Brenneder Sorge*, c'est tout simplement parce que la revue appuie plus ou moins le nazisme. Mais il n'y

pas, comme je le dit plus haut, d'articles louant le nazisme. Enfin, il faut aussi souligner que *Mit...* a été publiée, avec *Divini...*, dans une brochure de l'ÉSP, en juin 1937.

29. Voir entre autres l'éditorial du 20 mai 1937.

30. La lettre a été rédigée par la Congrégation romaine des Études, Séminaires et Universités.

31. « Le nouvel axe Berlin-Moscou ».

32. St-Amant, *op. cit.*, p. 212.

33. *La Presse*, mercredi 13 novembre 1996.

34. « Le national-socialisme allemand ». L'article, on le notera, paraît après la défaite française et au moment où Pétain s'installe à Vichy.

35. Chagnon est celui-là même qui a rédigé « une esquisse de programme doctrinal de restauration doctrinal », laquelle servira de base de discussion lors de la rencontre des treize ecclésiastiques réunis par le père Archambault, à l'origine du programme de restauration sociale de 1933. *Histoire du catholicisme québécois*, vol. 3, *Le XXe siècle*, tome 1, par Jean Hamelin et Nicole Gagnon, Boréal, 1984, p. 433.

36. Chagnon insiste sur l'idée que le racisme n'est pas une invention spécifiquement allemande. La « systématisation doctrinale de la supériorité d'une race », c'est-à-dire l'idée de la supériorité de la race aryenne, explique-t-il, n'a pas été inventée par les nazis, les précurseurs étant Arthur de Gobineau, Georges Vacher de Lapouge et Houston Stewart Chamberlain pour être reprise par Hitler, H. K. Günther et Alfred Rosenberg.

37. Gurian écrivait que « nous pouvons dire que les différentes formes de totalitarisme — le nazisme et le communisme soviétique — sont des religions politico-sociales sécularisées caractéristiques de notre époque. Les mouvements totalitaires et leur pouvoir remplacent Dieu, et des institutions telles que l'Église; les chefs sont déifiés [...] », *Le totalitarisme en tant que religion politique*, 1953, extrait cité par Traverso, *op. cit.*, p. 452.

38. « Horizon international », *Relations*, vol. 1, no. 12, p. 332.

39. « Horizon international », *Relations*, vol. 2, no. 14, p. 52-53.

40. « Totalitarisme intellectuel », *L'Ordre nouveau*, 20 octobre 1940.